

## La cuisine El Fassi

04/10/2007

C'est le genre de SMS qui a inondé les portables au Maroc et jusqu'en France au lendemain de la désignation par le roi, le 19 septembre, d'Abbas El Fassi, le secrétaire général de l'Istiqlal, pour former le nouveau gouvernement. Le message assassin fait naturellement allusion au tropisme régional qui fut longtemps la caractéristique du parti nationaliste. Mais il a, semble-t-il, été pris au sérieux. Plus de 100 (!) candidatures aux postes ministériels émanant de sa propre formation ont été adressées au Premier ministre. Les membres des autres partis n'ont pas été en reste : ils lui ont adressé 480 requêtes analogues. Bref, tout le monde veut être ministre ! On ne se contente pas de postuler, on vient de Fès, de Marrakech ou d'Agadir et l'on campe à Rabat pour mieux « suivre son dossier ».

Ceux qui ont été battus aux législatives ne se résignent pas à ne pas (re)trouver une place au gouvernement. Ancien ministre istiqlalien du Plan, Abdelhamid Aouad souhaite succéder aux Finances au socialiste Fathallah Oualalou, désireux de partir mais que son parti souhaite maintenir. Autre figure de l'Istiqlal et ancien ministre, Moulay M'hamed Khalifa se verrait bien à la Justice et, accessoirement, à la tête du parti au terme du mandat d'El Fassi, en mars 2008.

Le Premier ministre peut difficilement lui donner satisfaction, puisqu'il destinait le poste à Yasmina Baddou, vaillamment élue à Casablanca et dont il souhaitait faire une nouvelle Rachida Dati. Finalement, le ministère dirigé par le socialiste Mohamed Bouzoubaâ pourrait être « récupéré » par le Palais parmi les ministères de souveraineté et échoir à un magistrat respectable, Moulay Taïeb Cherkaoui.

Autre candidat malheureux du 7 septembre qui entend forcer les portes du gouvernement : l'avocat Driss Lachguer. Bras droit de Mohamed Elyazghi, le chef de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), il est devenu le patron de l'appareil et lorgne vers le ministère des Relations avec le Parlement.

Paradoxalement, c'est la débâcle de l'USFP (qui est passée de 52 à 38 sièges) qui pose le plus de problèmes à El Fassi. Comme sa nomination a été plutôt mal accueillie par l'opinion (« Aïe ! » titre l'hebdomadaire Tel Quel), il a à tout prix besoin de la participation des socialistes. Le roi, qui doit partager ce jugement, a téléphoné au premier secrétaire de l'USFP. Du coup, Elyazghi place la barre très haut et réclame sept ministères, dont les Affaires étrangères pour lui-même, et la présidence de la Chambre des représentants.

Par le biais de ces exigences, il espère sans doute atténuer les conséquences de la défaite, à laquelle il continue d'opposer une attitude de dénégation qui « confine à l'autisme », n'hésite pas à dire l'un de ses anciens camarades, le commissaire au Plan Ahmed Lahlimi. Mais la contestation gronde au sein du parti : des voix se sont élevées pour réclamer sa démission, la mise en place d'une direction provisoire et la tenue d'un congrès extraordinaire. Surtout, beaucoup sont convaincus que c'est loin du pouvoir et dans l'opposition que l'USFP a une chance de retrouver son âme - et ses militants.

Le Conseil national du 27 septembre était appelé à trancher. Commencée à midi, la réunion s'est poursuivie jusqu'à 1 heure du matin. La majorité des 97 intervenants s'est prononcée pour la participation. Le premier secrétaire a, quant à lui, estimé qu'« il serait naïf de croire que le retour à l'opposition va permettre au parti de retrouver ses années de gloire ». Manifestement, il a convaincu. Il faut dire que le champ de l'opposition est désormais occupé par les islamistes du PJD. Et que l'USFP risque, en comparaison, de faire pâle figure. Finalement, le Conseil a donné les pleins pouvoirs au bureau politique pour négocier l'entrée dans le gouvernement El Fassi.

En attendant, les exigences d'Elyazghi font tache d'huile, les surenchères des uns suscitant celles des autres. Les partis dont le Premier ministre a besoin pour constituer une majorité (163 députés), singulièrement le Mouvement populaire (MP, 41 sièges) et le Rassemblement national des indépendants (RNI, 39 sièges), ne veulent en aucun cas être moins bien traités que l'USFP (38 sièges).

Que va faire « Sid'Abbas » ? Il a commencé par faire preuve d'une ostensible humilité. Lors de ses consultations, c'est lui qui a rendu visite, à leur domicile, aux leaders des partis, sous le regard des caméras. En le nommant, Mohammed VI avait fixé quelques grandes orientations pour le choix des membres de son gouvernement : préférence donnée à la compétence et à l'intégrité, augmentation du nombre des femmes, participation possible de tous les partis, sans exclusive (ce qui ne peut que réjouir le PJD) et, surtout, mise en place d'une équipe resserrée : autour de vingt-cinq ministres. Fort de ces recommandations, le Premier ministre a les moyens de faire face aux prétentions les plus déraisonnables. Il table également sur le réalisme d'Elyazghi, qui, au fond, tient autant que lui à la participation. Il a déjà accepté que la présidence de la Chambre aille à Mohand Laenser, le secrétaire général du MP, et pourrait se contenter de moins de ministres qu'il n'en avait demandé.

À coup sûr, Abbas El Fassi finira par former son gouvernement. Son succès est garanti par une donnée essentielle de la vie politique marocaine. Un ambassadeur du roi qui se présente lui-même comme un « docteur en makhzénologie », la résume par une formule en forme de théorème : « L'échec d'Abbas serait l'échec de Sa Majesté ; or Sa Majesté n'échoue pas ! » Comme on dit en arabe : « Sa parole ne peut pas tomber. »

Source: Jeune Afrique

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=politique&id=1242>